Salon des médias : Cap sur le professionnalisme

MALI
2040
L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 23 OCTOBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Qui pense à notre place ? Médias, publicité, conditionnement et intelligence artificielle : La fabrique des esprits, de l'Occident à l'Afrique



Mali : Yeah Samaké alerte sur l'effacement des contre-pouvoirs



Presse : Mieux enquêter pour mieux informer

Sommaire







UNE /	Qui pense à notre place ?Médias, publicité, conditionnement et intelligence artificielle : La fabrique des esprits, de l'Occident à l'Afrique	P 04
BRÈVES /	Justice constitutionnelle : Bamako et Rabat resserrent leurs liens	P 27
	Salon des médias : Cap sur le professionnalisme	P 27
	Niger–Algérie : Un accord pour la sécurité	P 28
	Drogue : L'OCS mise sur la proximité	P 29
ACTUALITÉ /	Éducation : Choguel veut briser la « boussole mentale »	P 31
	Presse : Mieux enquêter pour mieux informer	P 33
POLITIQUE /	Mali : Yeah Samaké alerte sur l'effacement des contre-pouvoirs	P 37
	Mali–Qatar : Les investissements en ligne de mire	P 39
CULTURE & SOCIETÉ /	Culture : Les animateurs socioculturels mobilisés	P 42
INTERNATIONAL /	Défense : Abuja et Londres resserrent les rangs	P 44
	Nouakchott : Les oulémas au service de la paix	P 45
SPORT /	UFOA-A U20 : La santé, une priorité	P 47

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Qui pense à notre place ? Médias, publicité, conditionnement et intelligence artificielle : La fabrique des esprits, de l'Occident à l'Afrique



Un peuple peut disposer d'un drapeau, d'un gouvernement et de frontières reconnues tout en dépendant d'autres puissances pour comprendre ce qui lui arrive. Qui choisit les événements qu'il voit ? Qui lui désigne ses ennemis ? Qui lui vend les images de la réussite ? Qui lui apprend à se résigner ? Qui recueille ses données et lui fournit, demain, les réponses d'une intelligence artificielle ? La souveraineté se joue aussi dans ces questions quotidiennes.

Pour dominer, il n'est pas toujours nécessaire de faire taire. On peut saturer l'espace de messages, rendre certaines réalités invisibles, transformer une hypothèse en certitude ou installer des habitudes si profondes qu'elles finissent par ressembler à la nature des choses. La puissance réside alors dans la capacité d'organiser l'attention : ce dont nous parlons, ce que nous craignons, ce que nous désirons, et ce que nous acceptons sans même y penser.

Le pouvoir qui s'exerce sur les corps se voit : il a des prisons, des uniformes et des frontières. Le pouvoir qui s'exerce sur les esprits est plus discret. Il ne contraint pas ; il oriente. Il ne commande pas ; il suggère. Sa réussite la plus complète est d'amener chacun à prendre pour un choix personnel ce qui a été préparé pour lui. Le philosophe Étienne de La Boétie l'avait pressenti au XVIe siècle dans son Discours de la servitude volontaire : la domination la plus durable est celle que les dominés finissent par consentir.

Encore faut-il distinguer. Toute société vit d'influences : l'éducation, la prédication, le plaidoyer, la publicité elle-même cherchent à modifier ce que nous pensons ou ce que nous faisons. L'influence devient manipulation lorsqu'elle contourne le jugement au lieu de s'adresser à lui. Trois questions

permettent de faire la différence. L'intention est-elle avouée ou dissimulée ? Le destinataire peut-il examiner les arguments, ou n'en perçoit-il que l'effet ? Peut-il répondre avec des moyens comparables, ou la relation est-elle à sens unique ? Le professeur qui démontre, le candidat qui argumente, le commerçant qui vante sa marchandise exercent une influence. Celui qui cache qui il est, ce qu'il veut et ce qu'il sait de vous exerce un pouvoir d'une autre nature. C'est ce pouvoir que cet article examine.

Le fil conducteur de cet article

L'histoire du pouvoir sur les esprits peut se lire comme une conquête en cinq étapes, chacune plus intime que la précédente : faire savoir (maîtriser ce qui est rendu visible), faire croire (produire des certitudes), faire désirer (fabriquer les besoins et les modèles de réussite), faire accepter (conditionner les populations à leur condition), et enfin prévoir et répondre (connaître chacun par ses données et formuler à sa place les réponses). L'Afrique est concernée par chacune d'elles. La question finale est donc celle-ci : comment construire une souveraineté qui protège à la fois la capacité d'un pays à décider et celle du citoyen à comprendre ?

PREMIÈRE PARTIE

Faire savoir et faire croire : la maîtrise des récits

Du pouvoir de publier au pouvoir de rendre visible

L'information a toujours entretenu une relation avec le pouvoir. Souverains, institutions religieuses et administrations ont longtemps contrôlé les moyens d'écrire et de diffuser les récits officiels. Les traditions orales ont, de leur côté, transmis les mémoires et les contestations ; le griot savait célébrer, mais il savait aussi rappeler au puissant ce que la communauté attendait de lui. L'histoire des médias est celle des luttes pour élargir le cercle de ceux qui peuvent parler.

Au milieu du XVe siècle, l'imprimerie de Gutenberg — dans une histoire de l'impression commencée bien avant en Asie — rend la reproduction des écrits moins coû-



Presse Miehle, musée Old Threshers (États-Unis). L'imprimé industriel a élargi la circulation de l'information.

teuse : le livre peut servir une autorité ou lui opposer des arguments qu'elle ne maîtrise plus, comme le montre la Réforme protestante. Au XIXe siècle, la presse industrielle, le télégraphe et les agences de presse accélèrent la circulation des nouvelles, mais dessinent une géographie inégale de la connaissance : ceux qui possèdent les réseaux et les correspondants déterminent ce qui devient une information internationale.

Le fait colonial accentue cette asymétrie. La conquête s'accompagne d'un récit qui la justifie : la « mission civilisatrice ». L'école, l'ethnographie, la photographie et le cinéma colonial fixent une image de l'Africain qui survivra longtemps aux indépendances.

Les écrivains et les militants anticoloniaux devront reconquérir le droit de nommer leur propre situation.

Cette asymétrie n'a pas disparu avec les indépendances. Dans les années 1970, les pays non alignés dénonçaient un flux d'information à sens unique : quelques grandes agences occidentales assuraient l'essentiel des nouvelles internationales, y compris celles qui parlaient de l'Afrique aux Africains eux-mêmes. Un Malien apprenait ce qui se passait au Sénégal voisin par une dépêche rédigée à Paris ou à Londres. En mai 2000, l'hebdomadaire The Economist titrait sur « le continent sans espoir » ; en décembre 2011, le même journal célébrait « l'Afrique qui se lève ». Le continent n'avait pas changé de nature ; le regard extérieur avait changé de cadre. Dans les deux cas, d'autres décidaient de l'histoire qu'il fallait raconter.

Au XXe siècle, la radio franchit l'obstacle de la lecture, la télévision ajoute la puissance des images, les satellites effacent les frontières. Internet devait achever cette ouverture : chacun pourrait publier, répondre et documenter. Mais une autre hiérarchie s'est constituée. Entre le citoyen et les contenus se placent désormais les moteurs de recherche, les plateformes et leurs algorithmes de recommandation, qui choisissent ce qui apparaît sur un écran et dans quel ordre.

Les chercheurs en communication ont donné un nom à ce pouvoir. En 1963, le politologue américain Bernard Cohen observait que la presse ne réussit peut-être pas, la plupart du temps, à dire aux gens ce qu'ils doivent penser, mais qu'elle réussit étonnamment à leur dire à quoi penser. Maxwell McCombs et Donald Shaw l'ont vérifié lors de l'élection présidentielle américaine de 1968 : les sujets que les électeurs jugeaient prioritaires étaient, pour l'essentiel, ceux que les médias avaient mis en avant. C'est la « mise à l'agenda ». Il faut y ajouter le cadrage : présenter une même réalité comme une question de sécurité, de morale, d'économie ou de culture oriente déjà la réponse. Une émigration peut être décrite comme une « invasion », comme une « fuite des cerveaux » ou comme un transfert de revenus vers les familles restées au pays : les faits sont identiques, les conclusions ne le seront pas.

Le privilège ancien était de pouvoir imprimer. Le privilège contemporain est de pouvoir rendre visible. La liberté de publier reste essentielle ; elle ne suffit plus à garantir la possibilité d'être entendu. Or celui qui décide de ce qui est vu n'est jamais loin de vouloir décider de ce qui est cru. C'est la deuxième étape.

La fabrique du consentement : quand les États produisent des certitudes

La propagande cherche à orienter durablement les attitudes au service d'une cause ou d'un pouvoir. Elle ne repose pas toujours sur des faits entièrement faux. Elle peut sélectionner, simplifier, répéter et mettre en scène des éléments vrais jusqu'à produire une représentation trompeuse de l'ensemble. Sa force tient moins au mensonge qu'à la répétition et au cadrage.

En 1917, les États-Unis créent le Committee on Public Information pour soutenir la mobilisation de guerre : affiches, cinéma et milliers d'orateurs font de la persuasion des masses une activité organisée. Deux hommes en tireront une doctrine. Walter Lippmann, dans Public Opinion (1922), explique que les citoyens ne connaissent le monde qu'à travers des « images dans leur tête » et que la « fabrique du consentement » est devenue un art de gouvernement.

Edward Bernays, neveu de Sigmund Freud, écrit en 1928 dans Propaganda que la manipulation consciente et intelligente des habitudes et des opinions des masses est un élément important de la société démocratique, et que ceux qui la pratiquent constituent un « gouvernement invisible ». Le mot n'est pas prononcé par un dictateur, mais par un conseiller en relations publiques d'un pays démocratique, pour qui la foule est un ensemble de pulsions à orienter par des symboles.



Edward Bernays, Propaganda — couverture de l'édition française, Zones.

Le Français Jacques Ellul a apporté en 1962, dans Propagandes, une observation plus dérangeante : la propagande moderne ne s'impose pas à des victimes passives, elle répond à une demande. L'individu isolé, submergé d'informations qu'il ne peut vérifier, a besoin qu'on lui fournisse des opinions toutes faites pour avoir une position sur tout. Ellul en tirait un paradoxe : les plus exposés ne sont pas les moins instruits, mais ceux qui lisent beaucoup, parce qu'ils absorbent davantage de messages et se croient tenus d'avoir un avis sur chaque sujet. La propagande n'est donc pas seulement ce que l'on nous fait ; elle est aussi ce que nous attendons, lorsque penser par soi-même devient trop coûteux.

L'Allemagne nazie illustrera de manière criminelle l'articulation entre propagande, censure et persécution. La leçon n'est pas d'assimiler toute communication politique à ce précédent, mais de rappeler que la déshumanisation répétée peut rendre socialement acceptable ce qui semblait intolérable. Le Rwanda de 1994, avec la Radio Télévision Libre des Mille Collines, en a donné une tragique confirmation africaine.

Les démocraties ne sont pas immunisées. En 2003, les affirmations sur les armes de destruction massive ont justifié l'intervention en Irak ; le rapport britannique Chilcot (2016) a constaté que les présentations publiques avaient exprimé des certitudes que le renseignement ne justifiait pas. Une erreur d'analyse, une présentation abusive et un mensonge délibéré ne sont pas la même chose. Mais une information revêtue de l'autorité de l'État ne doit jamais être dispensée de vérification.

L'Afrique a connu ces mécanismes de l'intérieur. Pendant la guerre froide, chaque bloc a présenté les dirigeants africains selon ses intérêts, et Patrice Lumumba en est l'exemple le plus tragique. Dépeint comme un agent de Moscou dans une partie de la presse occidentale, il est assassiné en janvier 1961. En 1975, une commission du Sénat américain, la commission Church, a établi que des projets d'assassinat le visant avaient été préparés au sein de la CIA ; en 2002, la Belgique a reconnu sa « responsabilité morale » dans sa mort. Le récit avait précédé l'élimination.

Les « cinq filtres » d'Herman et Chomsky

En 1988, dans Manufacturing Consent, Edward Herman et Noam Chomsky soutiennent que, sans censure officielle, l'information des grands médias passe par cinq filtres : la propriété par de grands groupes ; la dépendance à l'égard de la publicité ; le recours prioritaire aux sources officielles ; les campagnes contre les journalistes dérangeants ; et une idéologie dominante qui désigne l'ennemi du moment. Ce modèle, discuté, a le mérite de montrer qu'un système peut produire de la conformité sans qu'aucun ordre ne soit donné.

Les médias des pays avancés ne forment pourtant pas un bloc aux ordres de leurs gouvernements : journalistes, chercheurs et institutions de contrôle y ont révélé les abus de leurs propres dirigeants, du Watergate aux Pentagon Papers. Ces contre-pouvoirs font partie de la solution.

Le mensonge comme méthode : quand la vérité cède sa place

Or ces contre-pouvoirs sont aujourd'hui attaqués de front par les droites extrêmes, des deux côtés de l'Atlantique. La propagande classique cherchait encore à rendre ses affirmations vraisemblables ; elle redoutait d'être prise en défaut. Ce discours ne s'embarrasse plus de cette précaution : il sature, répète, indigne. Le démenti ne l'atteint pas ; il l'alimente, chaque correction devenant la preuve d'un complot des « élites » et des « médias ».

Donald Trump en est le parfait cas d'école. Au terme de son premier mandat, la cellule de vérification du Washington Post avait recensé 30 573 affirmations fausses ou trompeuses en quatre ans, soit une vingtaine par jour. Dès janvier 2017, sa conseillère Kellyanne Conway défendait des « faits alternatifs » ; son stratège Steve Bannon résumait la doctrine d'une formule ordurière : « inonder la zone » de boue, jusqu'à ce que plus personne ne puisse trier. Chez Trump, le mensonge n'est plus un écart par rapport à la vérité. Il est devenu une méthode de gouvernement, au point que la vérité lui a cédé sa place. Hannah Arendt l'avait pressenti dès 1951 : le sujet idéal de la domination totalitaire est l'individu pour qui la distinction entre le fait et la fiction, entre le vrai et le faux, n'existe plus. Le but n'est pas que l'on croie chaque mensonge, mais que l'on ne croie plus rien.

Cette méthode s'appuie sur des mécanismes bien connus. Dès 1977, des psychologues américains ont mis en évidence l'« effet de vérité illusoire » : une affirmation entendue plusieurs fois paraît plus vraie qu'une affirmation nouvelle, même lorsque l'on sait qu'elle est fausse. La familiarité se fait passer pour une preuve. En 2018, une étude publiée dans la revue Science, portant sur quelque 126 000 récits diffusés sur Twitter entre 2006 et 2017, a montré que les fausses nouvelles se propageaient plus loin, plus vite et plus largement que les vraies, parce qu'elles surprennent davantage et suscitent plus d'émotion. Le programmeur italien Alberto Brandolini a résumé l'asymétrie qui en découle : il faut dix fois plus d'énergie pour réfuter une ineptie que pour la produire. Celui qui ment dispose d'un avantage structurel sur celui qui vérifie.

L'actualité française vient d'en offrir une démonstration à donner la nausée. Depuis la mi-septembre 2026, les lycéens protestent contre des classes de 32 à 35 élèves, des professeurs absents jamais remplacés, des bâtiments vétustes. Le mouvement a rejoint la grève de la fonction publique contre un projet de budget 2027 qui prévoit 54 milliards d'euros d'économies et un nouveau gel des rémunérations. De graves violences ont suivi en marge des cortèges — magasins pillés à Marseille, hôtel de ville de Limoges incendié — qui doivent être condamnées sans réserve et leurs auteurs jugés. Mais l'origine du mouvement n'a rien de mystérieux : l'école, la vie chère, le budget.

Depuis Washington, Donald Trump a pourtant décrété une autre vérité : « Ce qui se passe en France n'est rien d'autre qu'une immigration de masse hors de contrôle. […] Il ne s'agit pas des écoles, il s'agit de l'islam qui veut s'emparer d'un pays autrefois grand ! » (6 octobre). Puis : « La France brûle ! […] Fermez vos frontières ! » Les immigrés, assure-t-il, « n'aiment pas leurs bâtiments, n'aiment pas leur art », et « Paris va très bientôt être une ville musulmane ». Son vice-président, JD Vance, diffuse les images de l'hôtel de ville de Limoges en flammes pour accuser l'immigration. En France, Éric Zemmour désigne « la France des banlieues, la France largement arabo-musulmane », et Philippe de Villiers « les enfants de la grande Migration et du Wokistan ». Aucun chiffre, aucune enquête, aucune source. Les lycéens réclamaient des professeurs ; on leur répond par leurs origines supposées.

Ce que disent les chiffres

Au 5 octobre 2026, selon le ministère français de la Justice, 4 406 des 5 060 gardes à vue prononcées depuis le début du mouvement visaient des mineurs, soit 87 %. Aucun bilan officiel ne mentionne la nationalité ni l'origine des personnes interpellées : ceux qui prétendent savoir qui sont les émeutiers affirment ce qu'aucune statistique ne dit. Le seul précédent documenté contredit leur récit : après les émeutes de 2023, le Sénat relevait que 90 % des mineurs déférés étaient de nationalité française et plus de 82 % nés en France. Le président Macron a imputé les violences à des éléments de l'ultragauche et à des délinquants, non aux immigrés.

Il y a dans ces discours quelque chose qui soulève le cœur. Le procédé est toujours le même : prendre une colère réelle — l'école délabrée, le salaire gelé, la vie chère — et la détourner vers une cible désignée d'avance: l'immigré, le musulman, l'Africain. Il est démagogique, parce qu'il flatte la peur au lieu d'éclairer ; manipulateur, parce qu'il détourne le regard de ceux qui décident des budgets vers ceux qui n'ont aucun pouvoir ; mensonger, parce qu'il affirme ce que les faits ne disent pas. Et il est dangereux : de la propagande nazie aux Mille Collines, l'histoire montre où conduit la déshumanisation répétée d'une partie de la population.

Pour nous, l'enjeu n'a rien d'abstrait. Ces discours visent nos enfants, nos frères et nos sœurs de la diaspora, qui enseignent, soignent, nettoient, construisent et paient leurs impôts dans ces pays. Ils préparent des politiques de visas, d'expulsions et de conditionnalité de la coopération qui nous concernent directement, et que la présidentielle française de 2027 placera au centre du débat. Les dénoncer n'est pas une affaire d'émotion : c'est une exigence de vérité.

La vigilance doit cependant s'exercer dans toutes les directions. Une information ne devient pas vraie parce qu'elle vient d'un partenaire apprécié, ni fausse parce qu'elle émane d'un pays avec lequel nous sommes en désaccord ; remplacer une dépendance intellectuelle par une autre ne produit aucune émancipation. Et la fabrique des certitudes ne relève pas seulement des États ou des partis : elle passe aussi par l'argent.

Quand l'argent choisit ce qui mérite notre attention

Posséder un média, lui acheter de la publicité ou assurer son financement donne prise sur son fonctionnement. La pression n'a pas besoin de prendre la forme d'un ordre : le choix des responsables, la réduction d'un budget d'enquête ou la crainte de froisser un annonceur suffisent à produire de l'autocensure, sans laisser de consigne écrite.

En 2004, le président de la première chaîne de télévision française, Patrick Le Lay, a résumé ce modèle avec une franchise restée célèbre : ce que sa chaîne vendait à un annonceur de boissons, c'était du « temps de cerveau humain disponible ». La formule a choqué parce qu'elle disait tout haut ce que le modèle publicitaire suppose : le public n'est pas seulement le destinataire des programmes, il est le produit vendu aux annonceurs. L'indépendance des rédactions se construit donc par des règles — transparence de la propriété, protection des journalistes, diversité des ressources — et se juge dans les pratiques.

La concentration de la propriété ajoute une autre dimension. En France, une large part des médias nationaux appartient à une poignée d'industriels et de financiers dont l'information n'est pas le métier principal. Le groupe contrôlé par la famille Bolloré a nourri un débat national : sa chaîne d'information CNews, sanctionnée à plusieurs reprises par le régulateur, a fait l'objet en 2024 d'une décision du Conseil d'État demandant à l'Arcom de mieux contrôler le respect du pluralisme.

Le même groupe, à travers Canal+, occupe une place de premier plan dans la télévision payante en Afrique francophone, et a pris en 2025 le contrôle du sud-africain MultiChoice. Ce que regardent chaque soir des millions de foyers africains dépend aussi de décisions prises dans des conseils d'administration lointains.

Les plateformes ont déplacé cet équilibre : selon l'UNESCO (rapport 2021-2022), Google et Meta captaient environ la moitié des dépenses mondiales de publicité numérique. Ceux qui organisent l'accès aux audiences reçoivent l'essentiel des recettes, tandis que d'autres supportent le coût de l'information. Or l'enquête est lente et coûteuse, le contenu spectaculaire rapide et rentable : quand le revenu dépend de l'attention mesurée, la tentation est grande de privilégier ce qui choque ou conforte les convictions du public.

La responsabilité incombe aussi aux États africains : une publicité publique distribuée selon la docilité éditoriale, des marchés opaques ou des pressions sur les journalistes fragilisent le pluralisme. On ne peut dénoncer la domination économique extérieure tout en organisant la dépendance intérieure des rédactions.

Mais si l'argent achète de l'attention, c'est pour la convertir en autre chose : en désir. Après avoir façonné ce que l'on croit, le pouvoir sur les esprits s'attaque à ce que l'on veut.

DEUXIÈME PARTIE

Faire désirer et faire accepter : la conquête de l'intime

Le bonheur à vendre

La publicité peut informer utilement. Mais elle peut aussi transformer un objet en promesse de reconnaissance : on n'achète plus seulement un usage, on achète l'image de la personne que l'on voudrait devenir. Et pour que l'achat se renouvelle, il faut entretenir le sentiment de manquer : le téléphone fonctionne encore, mais il paraît dépassé. L'obsolescence n'est pas seulement technique ; elle est d'abord psychologique.

Edward Bernays, cité plus haut, en fit la démonstration dès 1929. Chargé d'élargir le marché des cigarettes aux femmes, à qui l'on reprochait alors de fumer en public, il fait défiler à la parade de Pâques de New York de jeunes femmes cigarette à la main, présentées à la presse comme des « flambeaux de la liberté ». Un produit nocif devient un symbole d'émancipation. Le procédé reste le cœur de la publicité moderne : associer une marchandise à une valeur — la liberté, la jeunesse, la modernité, l'appartenance — qui n'a aucun rapport avec elle.



Times Square, New York : la concurrence pour l'attention occupe aussi l'espace urbain.

Parler de « faux besoins » exige cependant de respecter les aspirations des populations : les ménages africains ont autant que les autres droit au confort, et un réfrigérateur ou une connexion numérique peuvent transformer une vie. Ce qui mérite la critique est l'exploitation d'une insatisfaction entretenue, lorsque le signe social prend le pas sur l'utilité et sur les capacités financières.

L'illusion du bonheur consiste à réduire une vie réussie à des preuves visibles de consommation : le bonheur n'est plus vécu, il est mis en scène. En Afrique, cette mise en scène prend parfois des formes douloureuses, comme la promotion persistante des produits éclaircissants pour la peau, qui vendent une norme de beauté héritée de l'ordre colonial au prix de risques sanitaires sérieux.

Dans des économies où beaucoup de biens sont importés et les revenus limités, ces modèles pèsent sur les budgets des ménages et nourrissent la frustration sociale. Le mariage, le baptême et les funérailles, devenus dans certaines familles des concours d'ostentation, en offrent un exemple que chacun reconnaîtra. Une société qui valorise davantage l'exposition de la richesse que sa création — celui qui affiche plutôt que celui qui produit, répare, enseigne ou invente — affaiblit ses propres ambitions de développement.

L'économiste américain Thorstein Veblen avait décrit dès 1899 cette « consommation ostentatoire » : une partie des dépenses ne sert pas à satisfaire un besoin, mais à signaler un rang. Le mécanisme est ancien ; ce qui est nouveau, c'est son échelle et sa vitesse. Le réseau social transforme chaque cérémonie en spectacle public, chaque invité en spectateur et chaque spectateur en futur concurrent. La comparaison ne se fait plus avec le voisin du quartier, mais avec les images soigneusement choisies de milliers d'inconnus. Quand l'apparence de la réussite devient plus accessible que la réussite elle-même, l'endettement prend le relais.

La publicité visible se discute, se moque, se conteste. Une question plus inquiétante a hanté l'imaginaire du XXe siècle : peut-on nous influencer sans que nous le sachions ?

Sous le seuil de la conscience : la publicité subliminale et ses héritiers

Le mot « subliminal » désigne ce qui se situe sous le seuil (limen, en latin) de la perception consciente : une image trop brève ou un message trop dissimulé pour être remarqué, mais qui serait néanmoins enregistré par le cerveau.

L'affaire fondatrice date de 1957. Un spécialiste des études de marché, James Vicary, affirme avoir projeté dans un cinéma du New Jersey des messages invisibles à l'œil nu — « Mangez du pop-corn », « Buvez du Coca-Cola » — et fait ainsi bondir les ventes. L'Amérique de la guerre froide, qui vient de lire La Persuasion clandestine de Vance Packard, redoute un « lavage de cerveau » à grande échelle. Or l'expérience était, pour l'essentiel, une invention, que Vicary reconnaît en 1962. La recherche est plus nuancée que le mythe : un message subliminal peut, au mieux, orienter légèrement un désir existant — une personne assoiffée vers une marque de boisson — mais il ne le crée pas. La France a néanmoins interdit dès 1992 ces techniques dans la publicité télévisée.

La véritable leçon est ailleurs : le mythe de l'image cachée a détourné l'attention du pouvoir réel, qui s'exerce en pleine lumière. Placement de produit, marketing d'influence où le message commercial se confond avec la confidence amicale, neuromarketing, « nudges », interfaces trompeuses qui rendent l'abonnement facile et la résiliation pénible : aucune de ces techniques n'est invisible, mais toutes visent à agir en deçà de la délibération. Ce qui échappe à la conscience n'est pas l'image ; c'est la stratégie.

Le règlement européen sur l'intelligence artificielle, adopté en 2024, interdit d'ailleurs les systèmes recourant à des techniques subliminales ou délibérément manipulatrices qui altèrent substantiellement le comportement d'une personne et lui causent un préjudice important. Le vieux fantasme de Vicary devient un risque industriel crédible, au moment où des machines peuvent tester des millions de variantes d'un message sur des millions de personnes.

Mais l'influence la plus profonde passe par la répétition, jusqu'à ce que l'habitude prenne la place du jugement : c'est le domaine du conditionnement.

Conditionner les populations : de Pavlov au « temps de cerveau disponible »

Au début du XXe siècle, le physiologiste russe Ivan Pavlov montre qu'un chien associant régulièrement le son d'une cloche à la nourriture finit par saliver au seul son de la cloche. Aux États-Unis, John B. Watson, fondateur du béhaviorisme, veut en tirer une science capable de prédire et de contrôler le comportement humain ; détail révélateur, il rejoint au début des années 1920 l'une des plus grandes agences de publicité américaines.

Après lui, Burrhus F. Skinner montre qu'un comportement est d'autant plus tenace qu'il est récompensé de façon irrégulière : le pigeon qui ne sait pas quand tombera la graine frappe sans relâche. Ce principe du « renforcement intermittent » est celui de la machine à sous ; il est aussi celui du fil d'actualité que l'on fait défiler sans fin, de la notification qui arrive à un moment imprévisible, du « j'aime » guetté après une publication. Le conditionnement n'est plus seulement un message répété ; il est inscrit dans l'architecture même des outils que nous tenons dans la main.

Appliqué à des populations entières, le conditionnement ne commande pas des réflexes : il installe des associations durables — le bonheur associé à la consommation, la sécurité à l'obéissance, l'étranger à la menace, la réussite à l'argent visible, la contestation au désordre. Répétées par les publicités, les fictions et les discours, elles finissent par paraître naturelles : c'est sur l'association de l'étranger à la menace que prospère le discours d'extrême droite évoqué plus haut.

Aldous Huxley l'avait compris dès 1932 : dans Le Meilleur des mondes, la domination ne repose pas sur la terreur, comme chez Orwell, mais sur le plaisir, le divertissement et le conditionnement dès l'enfance ; les citoyens aiment leur servitude. Antonio Gramsci décrivait au même moment l'« hégémonie » : une classe dirigeante domine durablement lorsqu'elle fait partager ses valeurs comme le sens commun de tous. Guy Debord et Herbert Marcuse montreront ensuite comment la société de consommation désamorce jusqu'à ses opposants.

L'Afrique a connu une forme particulière de ce conditionnement : celle qui apprend au colonisé à se voir avec les yeux du colonisateur. Frantz Fanon l'a analysée en 1952 dans Peau noire, masques blancs : l'infériorité n'est pas seulement imposée de l'extérieur, elle finit par être intériorisée. L'école coloniale en fut un instrument central. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, l'élève surpris à parler sa langue maternelle devait porter le « symbole », un objet humiliant dont il ne pouvait se débarrasser qu'en dénonçant un camarade coupable de la même faute. On apprenait ainsi, dès l'enfance, que sa propre langue était une honte. L'écrivain kényan Ngũgĩ wa Thiong'o a montré dans Décoloniser l'esprit (1986) que la domination la plus durable passe par la langue, parce que la langue porte une manière de voir le monde. Les produits éclaircissants évoqués plus haut relèvent du même héritage.

Les populations ne sont pas pour autant des troupeaux passifs : elles détournent, résistent, se moquent. Mais le conditionnement fixe les cadres de l'acceptable ; il ne dit pas quoi penser, il délimite ce à quoi l'on pense. Et l'un de ses ressorts les plus efficaces est aussi l'un des moins étudiés : la comparaison.

Le double miroir : « estimez-vous heureux »

Depuis plus d'un demi-siècle, les foyers occidentaux reçoivent des images de l'Afrique en détresse : le Biafra, l'Éthiopie, puis les sécheresses, le Soudan, les guerres et les naufrages de migrants. Elles ont suscité des élans de solidarité réels. Mais elles ont aussi une fonction rarement formulée : offrir au travailleur occidental un point de comparaison qui l'aide à accepter sa propre condition.

« Plaignez-vous, il y a des gens qui meurent de faim. » Le constat est vrai : l'employé européen dispose, en moyenne, d'une sécurité matérielle, d'un accès aux soins et d'une protection sociale que des centaines de millions d'Africains n'ont pas. Mais la phrase sert aussi à clore la discussion.

Elle invite à ne pas regarder vers le haut, vers ceux qui concentrent la richesse et les décisions, mais vers le bas, vers ceux qui ont moins encore. Les psychologues parlent de « comparaison descendante » : elle apaise, mais cet apaisement peut devenir une anesthésie.

Au début des années 1950, le poète Pierre Béarn, ancien ouvrier, résumait la vie d'usine dans un vers : « Métro, boulot, bistrots, mégots, dodo, zéro. » En mai 1968, « métro, boulot, dodo » devient un slogan contre une existence réduite à la répétition. Un demi-siècle plus tard, le RER et l'open space ont remplacé l'usine, mais la structure demeure, avec l'endettement qui attache le salarié à son emploi et la crainte du déclassement qui le dissuade de protester. L'économiste Richard Easterlin a d'ailleurs montré dès 1974 que, passé un certain niveau, la hausse du revenu moyen n'accroît pas durablement le bonheur déclaré. On n'interroge pas le sens d'une vie quand on vous répète qu'elle est enviable.

Ce miroir a une autre face. Le jeune Malien, Sénégalais, Ivoirien ou Camerounais reçoit, par les séries, les réseaux sociaux et les récits embellis de la diaspora, l'image inverse : une Europe d'abondance et de réussite rapide. Il ne voit ni le métro de six heures du matin, ni le loyer qui absorbe la moitié du salaire, ni la solitude des foyers de travailleurs. Le Nord regarde le Sud pour se consoler ; le Sud regarde le Nord pour rêver. Les deux images sont partiellement vraies, et toutes deux sont incomplètes.

Le miroir est entretenu de l'intérieur par une contrainte que connaissent toutes les familles de migrants : l'obligation de réussir. Celui qui est parti, souvent grâce aux économies de toute une famille, peut difficilement avouer qu'il dort à plusieurs dans une chambre ou qu'il travaille sans papiers. Il envoie des photos et, surtout, de l'argent. Ces transferts sont considérables : au Sénégal, selon la Banque mondiale, ils représentent environ un dixième de la richesse nationale, bien plus que l'aide publique au développement. Ils témoignent d'une solidarité admirable, mais confirment aussi, aux yeux de ceux qui restent, que l'avenir se trouve ailleurs. Le silence sur le prix payé — la séparation, la précarité, le racisme, et parfois la mort en mer ou dans le désert — est la condition même du rêve.

C'est ce que j'appelle le double miroir. Au Nord, il fabrique de la résignation : rester à sa place, puisque l'on est privilégié. Au Sud, il fabrique de la fuite : quitter sa place, puisque le bonheur est ailleurs. Dans les deux cas, personne n'est invité à transformer sa propre société. Et les deux, mis en concurrence sur le marché du travail, sont dressés l'un contre l'autre par ceux qui profitent de cet ordre : c'est très exactement le ressort du discours d'extrême droite.

Nos propres sociétés n'échappent pas au mécanisme : combien de fois a-t-on entendu, en Afrique aussi, qu'il faudrait se contenter de ce que l'on a parce que « c'est pire ailleurs » ? Une population à qui l'on répète qu'elle devrait être reconnaissante n'est plus une population de citoyens : c'est une population de bénéficiaires. Or, avec le numérique, le conditionnement ne s'exerce plus en aveugle : on ne devine plus le public, on le mesure, individu par individu.

TROISIÈME PARTIE

Prévoir et répondre : l'ère des données et des machines

Nos données racontent davantage que nos paroles

Une recherche, un achat, une localisation, un clic laissent une trace. Rapprochées, ces traces révèlent des préférences, des habitudes et parfois des fragilités. La chercheuse américaine Shoshana Zuboff a nommé « capitalisme de surveillance » ce modèle économique qui transforme l'expérience humaine en matière première pour prédire, puis orienter, les comportements.

L'affaire Cambridge Analytica en a montré les enjeux : en 2019, la Federal Trade Commission américaine a conclu que l'entreprise avait recueilli par des pratiques trompeuses les données de dizaines de millions d'utilisateurs de Facebook, à des fins de ciblage électoral. L'abus est documenté, même s'il ne permet pas de mesurer combien de votes auraient été modifiés.

La différence avec une campagne diffusée à tous est profonde : chacun peut recevoir des messages adaptés à ses préoccupations, sans voir ceux destinés aux autres. Le conditionnement de masse devient un conditionnement sur mesure : à chacun la peur, le désir ou la comparaison qui lui convient le mieux. Les individus ne sont pas des automates, mais la connaissance est asymétrique : le destinataire ignore pourquoi il voit un contenu et qui a payé pour le lui présenter.

Pour les États, l'enjeu dépasse la publicité. Données de santé, identités, transactions, cadastres, informations agricoles et géologiques sont des ressources stratégiques. La question ne se réduit pas au pays où se trouve un serveur : elle concerne les droits d'accès, la sécurité, les compétences et la possibilité de changer de prestataire. Une donnée n'est pas du pétrole — elle se copie et se réutilise —, mais celui qui en sait davantage sur un marché ou un territoire négocie mieux. Or la capacité de traiter ces données à grande échelle a pris un nom : l'intelligence artificielle.

L'Afrique vit cette transformation à grande vitesse. Le continent est passé directement au téléphone mobile et à l'argent mobile ; l'enregistrement obligatoire des cartes SIM, les identités biométriques et les fichiers électoraux ont créé en peu d'années des bases de données d'une ampleur inédite, souvent conçues et parfois hébergées par des prestataires étrangers. Ces outils peuvent améliorer les services publics ; sans règles, ils peuvent aussi servir à surveiller des opposants ou des journalistes. La Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel, adoptée à Malabo en 2014, n'est entrée en vigueur qu'en 2023, faute de ratifications suffisantes. Le droit court derrière la technique.

L'intelligence artificielle et le pouvoir de formuler les réponses



Serveurs du centre de données d'Amravati (Inde) : le numérique repose sur des infrastructures physiques et de l'énergie.

Avec l'intelligence artificielle générative, les systèmes ne se contentent plus de classer des documents : ils composent des textes, des images, des voix et des synthèses. L'utilisateur reçoit une réponse déjà organisée, au lieu d'une liste de sources à examiner. C'est la dernière étape de notre progression : après avoir choisi ce que nous voyons, croyons, désirons et acceptons, la machine peut formuler ce que nous pensons d'une question.

Le gain peut être considérable pour l'apprentissage, la traduction ou l'analyse. Le risque est de confondre une formulation convaincante avec une connaissance vérifiée. Une voix imitée ou une vidéo fabriquée peuvent donner corps à un événement qui n'a jamais existé, et les techniques décrites plus haut — cadrage, répétition, comparaison, ciblage — peuvent être automatisées et ajustées en continu.

Les psychologues décrivent un « biais d'automatisation » : nous accordons spontanément plus de crédit à une réponse produite par une machine, parce qu'elle paraît neutre, rapide et sûre d'elle. Or un modèle d'intelligence artificielle reflète les textes sur lesquels il a été entraîné, les choix de ceux qui l'ont conçu et les règles fixées par l'entreprise qui le commercialise. Quand une seule réponse remplace dix sources contradictoires, la question n'est plus seulement de savoir si elle est exacte, mais de savoir qui a décidé de ce qu'elle laisse de côté.

La compétition entre géants technologiques porte sur les données, les talents, les processeurs, les centres de calcul et l'électricité. Selon la CNUCED (2025), cent entreprises, principalement américaines et chinoises, représentaient environ 40 % des dépenses mondiales de recherche-développement des entreprises en 2022.

L'Afrique participe déjà à cette industrie, mais par la porte de service. En 2023, une enquête du magazine Time a révélé que des travailleurs kényans, employés par un sous-traitant, étaient payés moins de deux dollars de l'heure pour lire et étiqueter des textes violents ou abjects afin de rendre plus sûr un célèbre agent conversationnel. Le continent fournit une main-d'œuvre invisible à une industrie dont il recueille peu la valeur : on retrouve, à l'ère numérique, la place du manœuvre dans la mine.

Le pouvoir est aussi culturel. Une société mal documentée est décrite de façon incomplète ; une langue peu représentée dispose d'outils moins performants. Si le bambara, le wolof, le haoussa, le swahili ou le lingala sont absents des données, les machines parleront de nous dans d'autres langues et selon d'autres catégories. Nos archives, nos productions scientifiques et nos langues deviennent des enjeux de capacité autant que de mémoire.

Le danger pour l'Afrique serait de fournir des traces numériques, d'acheter des services et de recevoir des interprétations sans développer ses propres compétences : exactement le schéma qu'elle connaît avec ses matières premières, exportées brutes et réimportées transformées. La réponse n'est pas de reproduire partout les investissements des plus grandes puissances, mais de maîtriser des usages pertinents, de protéger les données sensibles et de négocier des contrats réversibles.

QUATRIÈME PARTIE

L'Afrique face à la fabrique des esprits

On ne gagne pas la bataille de l'information par le silence

Les cinq étapes décrites dans cet article se retrouvent toutes en Afrique. Le continent est encore largement raconté par des médias extérieurs ; des puissances concurrentes et des groupes armés, du Soudan à l'est de la République démocratique du Congo, y diffusent leurs récits ; les modèles de consommation importés pèsent sur des budgets fragiles ; le double miroir nourrit à la fois la résignation et le rêve de départ ; et les données des citoyens sont collectées par des opérateurs que les États maîtrisent mal. Dans les pays en conflit, une image ancienne présentée comme récente ou une accusation collective contre une communauté peuvent attiser les violences ; une information fiable peut, à l'inverse, sauver des vies.

Ces campagnes sont désormais documentées. Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, institution rattachée au département américain de la Défense, près de 200 campagnes de désinformation visant des pays africains avaient été recensées début 2024, dont environ 80 attribuées

à des acteurs liés à la Russie ; d'autres émanaient de la Chine, de pays du Golfe ou d'acteurs nationaux. En décembre 2020, Facebook a annoncé avoir démantelé en Centrafrique deux réseaux de faux comptes qui s'affrontaient directement : l'un lié à des individus associés à l'armée française, l'autre à l'entourage d'Evgueni Prigojine. Deux puissances étrangères se disputaient l'opinion centrafricaine au moyen de faux Centrafricains. La scène résume la situation : le continent est devenu un champ de bataille informationnel où les combattants viennent souvent d'ailleurs.

Les influences étrangères doivent être documentées, non simplement invoquées : l'origine extérieure d'un média ne prouve pas que chaque information qu'il diffuse est fausse, et une critique formulée à l'intérieur du pays n'est pas, par nature, une opération hostile. Il faut aussi reconnaître que la fabrique des esprits n'est pas seulement importée. Le culte de la personnalité, l'unanimisme des plateaux, la désignation systématique d'un ennemi extérieur pour expliquer chaque difficulté, ou l'usage de la ferveur patriotique pour disqualifier toute question relèvent des mêmes techniques que celles que nous dénonçons, à juste titre, chez Donald Trump ou chez l'extrême droite européenne. Désigner un bouc émissaire n'est pas plus légitime à Bamako, à Dakar ou à Kinshasa qu'à Washington ou à Paris. La souveraineté ne consiste pas à remplacer les manipulateurs étrangers par des manipulateurs nationaux.

La confiance se construit d'abord entre les institutions et les citoyens. Une administration qui tarde à informer, dissimule une difficulté ou refuse de corriger une erreur laisse le champ aux récits concurrents. La sécurité peut justifier le secret d'opérations précises, pas la soustraction de l'action publique à l'examen. Fermer les espaces de débat ne supprime pas les rumeurs : cela les déplace vers des circuits plus difficiles à vérifier. Une souveraineté informationnelle qui ne protège pas la capacité du citoyen à comprendre risque de devenir un autre nom pour l'obéissance.

Une souveraineté qui donne des moyens de comprendre



Radio communautaire à Bolobo (RDC) lors d'une action de prévention du choléra : l'information de proximité au service de la santé.

À chacune des étapes de la fabrique des esprits doit répondre un instrument de souveraineté. Sept priorités peuvent être proposées aux décideurs.

1. Rendre l'information publique utile et vérifiable. Publier régulièrement les données sur les budgets, les services essentiels et les décisions administratives, garder visibles les rectifications, et faire de la communication en langues nationales une fonction du service public, et non une traduction occasionnelle.

2. Consolider les médias d'intérêt public. Distribuer les aides selon des critères transparents, sous contrôle indépendant et sans condition d'adhésion au gouvernement ; donner aux radios communautaires, aux journalistes locaux et aux rédactions d'enquête des moyens réguliers.

3. Réguler la persuasion commerciale. Encadrer la publicité destinée aux enfants, le crédit facile, les jeux d'argent, les produits dangereux pour la santé, le placement de produit et le marketing d'influence, et interdire explicitement les techniques subliminales et manipulatrices, y compris lorsqu'elles passent par l'intelligence artificielle.

4. Éduquer au décryptage. Vérifier une date, retrouver l'origine d'une image, reconnaître un contenu publicitaire, distinguer une preuve d'une affirmation : ces apprentissages doivent entrer à l'école et, pour les adultes, passer par les radios et les associations.

5. Proposer d'autres récits de la réussite. Briser le double miroir en montrant, dans les médias, les manuels et les fictions, ceux qui produisent, soignent, enseignent et inventent sur le continent, ainsi qu'une image honnête de la vie à l'étranger. La diaspora a ici un rôle décisif : dire la vérité de son expérience.

6. Maîtriser les contrats et les données. Savoir, avant de numériser un service, quelles données seront collectées, qui pourra les utiliser et comment elles seront restituées ; négocier dès le départ la réversibilité et garantir aux citoyens des recours en cas d'abus.

7. Coopérer et produire. Mutualiser formations, ressources linguistiques, cybersécurité et capacités de calcul, dans le cadre de la stratégie continentale de l'Union africaine sur l'IA (2024). Une petite équipe capable de maintenir un outil réellement utilisé apporte davantage qu'un projet prestigieux dont personne ne maîtrise le fonctionnement.

Conclusion : garder le droit de penser

En 1980, le rapport MacBride de l'UNESCO posait déjà la question d'un ordre mondial de l'information plus équilibré. Les technologies ont changé. La question demeure, et elle s'est approfondie : qui dispose des moyens de parler, d'être entendu, de représenter les autres, de façonner leurs désirs et, désormais, de formuler leurs réponses ?

Le parcours suivi dans cet article montre que le pouvoir sur les esprits est passé de l'extérieur vers l'intérieur : du contrôle de ce qui est publié au contrôle de ce qui est cru, puis de ce qui est désiré, de ce qui est accepté et enfin de ce qui est pensé. À chaque étape, la contrainte devient moins visible et le consentement plus profond. Le travailleur qui accepte son métro-boulot-dodo parce qu'il se sait plus favorisé que d'autres, le jeune qui méprise son pays parce qu'il n'en voit que les manques, l'électeur à qui l'on fait croire que l'immigré est responsable de son école délabrée, le citoyen qui confie son jugement à une machine sans en connaître les biais participent, sans le savoir, d'une même architecture.

En 1784, Emmanuel Kant définissait les Lumières comme la sortie de l'homme hors de l'état de minorité dont il est lui-même responsable, c'est-à-dire de l'incapacité de se servir de son entendement sans la direction d'autrui. « Il est si commode d'être mineur », ajoutait-il : si j'ai un livre qui a de l'entendement à ma place, un médecin qui juge de mon régime, je n'ai pas besoin de me donner de peine. Aujourd'hui, la liste s'est allongée : un fil d'actualité qui choisit pour moi, une publicité qui désire pour moi, une machine qui répond pour moi. La tentation est la même ; elle est seulement devenue plus confortable. L'historien burkinabè Joseph Ki-Zerbo le disait à sa manière : « Dormir sur la natte des autres, c'est comme dormir par terre. »

Nous ne gagnerons rien à opposer une fermeture intellectuelle aux déséquilibres du monde. L'Afrique a besoin d'échanges, de technologies et de coopération ; elle a tout autant besoin d'institutions, de compétences et de médias capables d'examiner ce qui lui est proposé. La souveraineté ne se proclame pas devant une caméra : elle se construit dans les écoles, les rédactions, les laboratoires, les contrats et les services publics, et elle exige que les gouvernants acceptent eux aussi d'être interrogés.

Un peuple libre doit pouvoir vérifier ce qu'on lui dit, reconnaître ce qu'on cherche à lui vendre, comprendre ce qu'on fait de ses données et participer à la définition de son avenir. Le plus grand danger serait de laisser d'autres penser à notre place, puis de prendre leurs choix pour nos propres désirs.

(*) Dr. Hamed Sow

Formation :

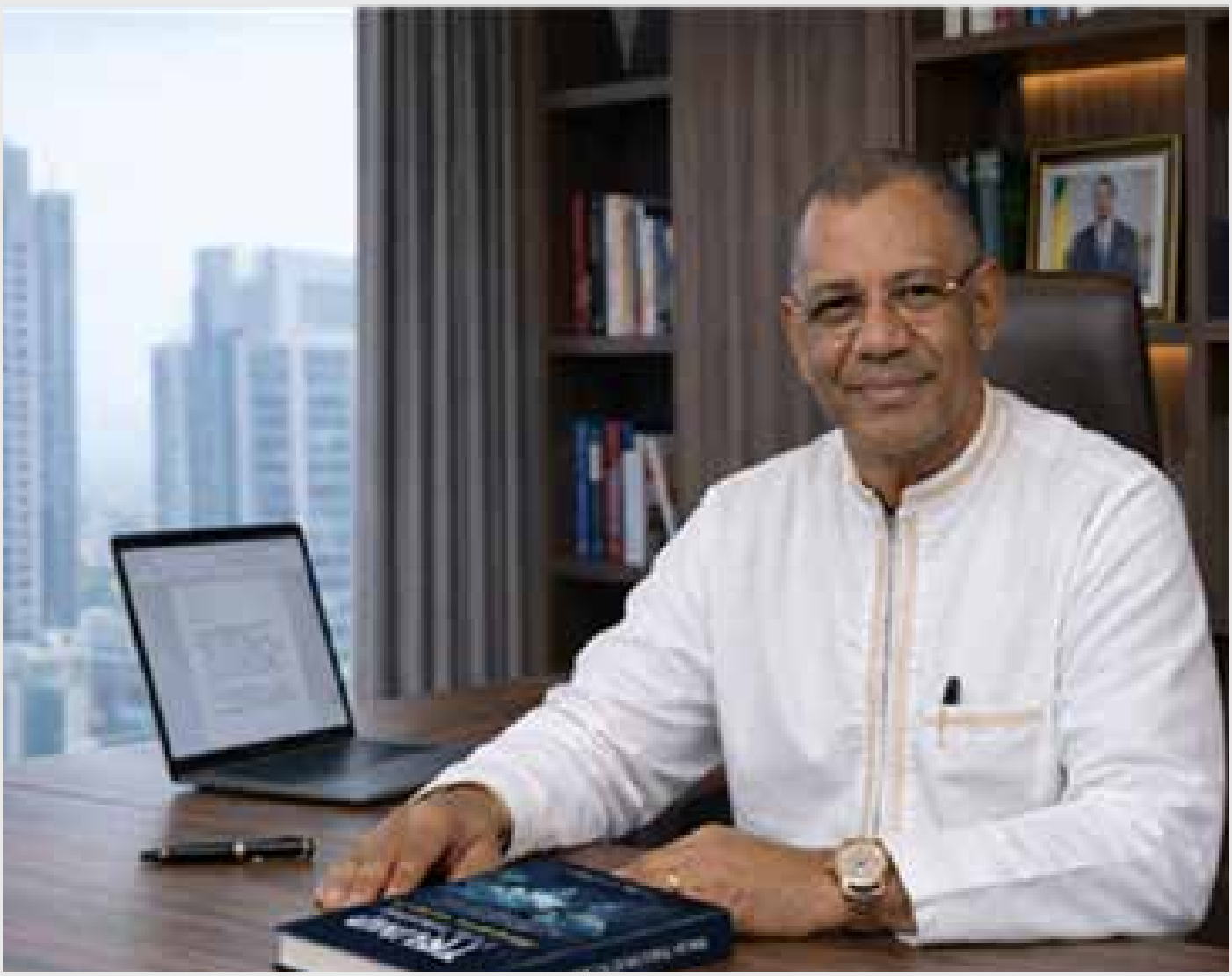
- Diplômé de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires de Saclay (France)

- Docteur en Economie de la Production de l'Université de Paris IX-Dauphine

Consultant international

https://eed-consulting.com

Principales fonctions exercées : Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau du Mali, Conseiller Spécial du Président de la République du Mali, Directeur du CDE (ACP-UE) Bruxelles, Assistant technique principal du Projet Energie II de la Banque mondiale au Niger, Expert détaché auprès de la Commission européenne (DG VIII), chargé de la coopération énergétique avec l'Asie.



- U.S. Embassy Abidjan

Les compétences numériques créent des opportunités !

Avec le soutien de l'Ambassade des États-Unis à Abidjan, Alphabet Numerik, un programme de formation aux compétences numériques destiné à accompagner les entrepreneurs et les professionnels, a formé des Ivoiriens à Microsoft Office, au design graphique et au montage vidéo pendant trois mois au Andrew Young Center.

En renforçant les compétences numériques et entrepreneuriales, les programmes américains préparent les talents aux besoins de l'économie moderne tout en créant un environnement favorable aux entreprises, aux technologies et aux échanges économiques américains en Côte d'Ivoire.

Apprendre. Pratiquer. Créer des opportunités.

#DigitalLiteracy #AmericanSpacesCI #USinCIV



- Abdourahamane TIANI

J'ai reçu ce jour, mercredi 21 octobre 2026, en audience, l'artiste sénégalaise Coumba Gawlo Seck.

Elle a réaffirmé son attachement au Niger, son pays de cœur, et sa volonté de mettre la culture au service de la paix et du développement.

Je salue son engagement, ainsi que celui de l'ensemble des artistes nigériens et africains qui, au quotidien, œuvrent inlassablement par leur art à la promotion de la paix, de l'unité nationale et de la cohésion sociale.

La culture demeure un pilier essentiel de notre souveraineté.

#Niger

#Refondation



- Stade Malien de Bamako - Officiel

LA DÉLÉGATION De L'ÉQUIPE DE BASKET-BALL DU STADE MALIEN DE BAMAKO REÇOIT LE SOUTIEN DE L'AMBASSADEUR DU MALI À TRIPOLI !

Le Colonel-major Mouloud Ould Mohamed, Am-

bassadeur du Mali à Tripoli, est venu saluer la délégation du Stade Malien de Bamako et témoigner son soutien à l'équipe masculine de basketball engagée dans la Road to BAL 2027.

Un geste d'encouragement qui renforce la motivation de nos Blancs à porter haut les couleurs du Mali.

Blancs Jouent Blancs Gagnent !!

#StadeMalien #RoadToBAL2027 #Basketball #Mali #AllezLesBlancs



- UN Office of the Special Adviser on Africa

Africa's voice and influence are increasingly shaping the global agenda.

Ahunna Eziakonwa, Under-Secretary-General and Special Adviser on Africa, held insightful discussions with Ambassador Ihab Awad, Egypt's Permanent Representative to the United Nations, on Africa's growing influence in global affairs and the continent's opportunities ahead.

They discussed advancing sustainable development financing across Africa, including strengthening domestic resource mobilisation, addressing illicit financial flows (IFFs), promoting fair and transparent credit rating systems, and leveraging the momentum generated by the Africa Credit Rating Agency (AfCRA). They also underscored the continued importance of Official Development Assistance in financing Africa's #development.

Egypt has a leading role as facilitator of the IFF resolution and Chair of the UN #TaxConvention negotiations on behalf of Africa, making it a crucial partner in the discourse on financing for development.

A key theme of their conversation was the strong interdependence between peace, security, and development. Sustainable progress requires integrated approaches that recognise these connections and advance African-led solutions to complex challenges.

They further reflected on the significance of the UN Secretary-General's Africa-focused reports within the mandate of the UN Office of the Special Adviser on Africa, including the NEPAD report on financing for development and the report on the Causes of Conflict and the Promotion of Durable Peace and Sustainable Development in Africa. These reports continue to provide important platforms for elevating African perspectives, showcasing homegrown solutions, and informing global policy discussions.

As Africa's voice continues to grow on the world stage, collaboration among Member States remains essential to advancing a shared vision of sustainable development, lasting peace, and inclusive prosperity across the continent.

#FFD #iff #afcra

La voix et l'influence de l'Afrique se façonnent de plus en plus dans l'agenda mondial.

Ahunna Eziakonwa, Secrétaire général adjoint et conseiller spécial en Afrique, a mené des discussions percutantes avec l'ambassadeur Ihab Awad, le représentant permanent d'Égypte aux Nations Unies, sur l'influence croissante de l'Afrique sur les affaires mondiales et les opportunités du continent à venir.

Ils ont discuté de l'amélioration du financement du développement durable en Afrique, y compris de la mobilisation des ressources nationales, de la résolution des flux financiers illégaux (IFFs), de la promotion des systèmes de crédit équitables et transparents, et de la valorisation de l'élan généré par l'Africa Credit Rating Agency (AfCRA). Ils ont également souligné l'importance continue de l'aide officielle au développement dans le cadre des négociations de la Convention sur les impôts sur le territoire de l'Afrique (UN Convention sur les impôts sur le territoire de l'Afrique) en faveur de l'Afrique, faisant d'elle un partenaire essentiel dans le discours sur le financement du développement.

Le thème principal de leur conversation était l'importance de l'intégration entre la paix, la sécurité et le développement. Le progrès durable nécessite des approches intégrées qui reconnaissent ces liens et font avancer les solutions dirigées par l'Afrique.

Ils ont également souligné l'importance des rapports axés sur l'Afrique du Secrétaire général des Nations Unies, dans le cadre de la mission du conseiller spécial de l'Afrique, y compris le rapport sur les finances pour le développement et le rapport sur les causes du conflit et la promotion de la paix durable et du développement durable dans l'Afrique. Ces rapports continuent de fournir des plateformes importantes pour l'élévation de la perspective africaine, en montrant des solutions créées à l'Afrique, et en informant les discussions mondiales sur le financement du développement.

Alors que la voix de l'Afrique continue de grandir sur la scène mondiale, la collaboration entre les États membres reste essentielle pour l'amélioration d'une vision partagée du développement durable, de la paix durable et de la prospérité inclusive à travers le continent.

#FFD #iff #afcra



- Bacary Camara

Sabalibougou en CV du district de Bamako

Tous les regards sont tournes vers le Gouvernorat du district de Bamako pour la nomination du nouveau chef du quartier, Abdoulaye Keita dit Baba qui succede ainsi a son frère Dramane Keita decede en fevrier 2026.

Peut- on trouver dans ce quartier populaire, une famille plus legitime d'exercer la fonction de chef de quartier mieux que cette famille.?Pour rappel leur pere feu Issa Keita a été nomme chef de quartier de Sabalibougou le 23/5/ 1979, par le Gouverneur du district, ainsi que ses douze conseillers.

Son frere aine Dramane Keita decede en fevrier dernier est reste chef de quartier « interimaire» pendant quinze ans, a cause sans doute des anomalies administratives, car selon les textes l'interim ne doit pas dépasser un an.

Des son installation a la tete de la chefferie Abdoulaye Keita dit Baba a reçu tour a tour les faîtières du quartier, les ONG locales, l' honorable Aly Kone, membre du CNT, le Commissaire de police et son adjoint et plus récemment les jeunes du quartier en service au sein des forces del defense et de securite.Tous sont venus faire «allégeance» au nouveau chef de quartier entoure de ses proches collaborateurs.En plus du chef de quartier, le Gouverneur du district doit aussi nommer les 12 conseillers du quartier.

B.CAMARA, Phenix



- CapDH Mali Officiel

#kita | Séance de vulgarisation des instruments juridiques relatifs aux droits humains

Le samedi 17 octobre 2026, le CapDH, à travers son Bureau d'Assistance Communautaire (BAC), a organisé une séance de vulgarisation des instruments juridiques dans la salle de conférence de l'ex-Conseil de cercle de Kita.

Des jeunes, des membres de groupements de femmes et des personnalités locales ont participé à cette rencontre, animée par le Procureur du Tribunal de grande instance de Kita.

Les échanges ont porté sur les principales innovations de la Constitution du 22 juillet 2023, du Code pénal et du Code de procédure pénale. La séance visait à faciliter la compréhension de ces textes, en lien avec les droits humains, l'accès à la justice et la protection des personnes en situation de vulnérabilité. L'enjeu : rendre l'information juridique plus accessible aux citoyens dans leur vie quotidienne.

Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet ACCÈS, avec l'appui financier du Ministère des Affaires étrangères du Danemark à travers FAMOC II.

#CapDH #AccèsAuDroit #AccèsAlaJustice #DroitsHumains #Kita #FAMOCII #Parajuristes



- TÉLÉ MALI

POLICE NATIONALE : ZEINABOU WALLET ICHAKANE, UNE FEMME AUX COMMANDES DU COMMISSARIAT DE SOGONIKO

La commissaire principale de police Zeinabou Wallet Ichakane figure parmi les femmes qui occupent des postes de responsabilité au sein de la Police nationale du Mali. Elle exerce des fonctions de direction au commissariat de police de Sogoniko, à Bamako.

Son parcours illustre la contribution des femmes au fonctionnement des institutions de sécurité et à la protection des populations.

À travers son engagement professionnel, elle représente une figure féminine remarquable dans un secteur où la discipline, le sens du devoir et le leadership sont essentiels.

La place des femmes dans les postes de responsabilité constitue un enjeu important pour la promotion du mérite et le renforcement des compétences au sein des institutions maliennes.

Nous lui souhaitons plein succès dans l'accomplissement de ses missions au service de la sécurité et de la nation.

TÉLÉ MALI — Le Mali dans nos cœurs ! Le Mali dans nos actes !

#TéléMali #Mali #PoliceNationale #Sogoniko #LeadershipFéminin #Sécurité #FiertéNationale



- Yacouba Cissé

Le dossier est très suivi concernant la fameuse école medersa dans la commune de M'Bouna, cercle de Bintagoungou, région de Tombouctou.

Dans le document officiel et le bordereau, il est mentionné «École Franco-Arabe», mais le projet souhaité est une école medersa ! Confusion ou pas ?

- Qui a vu l'autorisation officielle du Maire ?

- Qui a vu le PV signé par les conseillers ?

- Qui a assisté à une rencontre avec la population de la ville ? Y a-t-il une vidéo ou une photo ?

Pourquoi veulent-ils à tout prix construire une école medersa et laisser l'école moderne dans cette situation ?

Chères autorités, prenez vos responsabilités le plus vite possible, car les auteurs de cette initiative sont en train de créer une situation non souhaitée au sein de la population. Et après des années, au moment où les FAMa, les autorités régionales et les plus hautes autorités du pays se démènent pour ramener la cohésion sociale, l'entente et le vivre-ensemble, à travers le Ministère de la Réconciliation Nationale !

Sachez que certains veulent prendre cette commune en otage. Les fils et filles de cette localité se souviennent d'événements douloureux affaire mosquée et autres dans la même ville dont certains ont profité. *Plus jamais ça à M'Bouna !*

M'Bouna réclame un appui en enseignants, la clôture de son école, le renforcement de son système d'adduction d'eau, son CSCOM, l'élevage, et non une école medersa tout de suite. Sinon, personne n'est contre leur projet.

M'Bouna ne mérite pas ça !

Envoyer un camion en toute hâte avec des sacs de ciment dans la soirée et commencer à faire des briques le matin...

Nous reviendrons avec d'autres détails, Inchallah !

L'info est un droit !



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

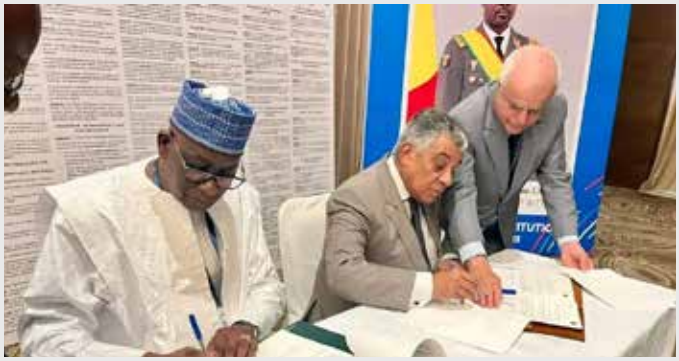
mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Justice constitutionnelle : Bamako et Rabat resserrent leurs liens



Les Cours constitutionnelles du Mali et du Maroc ont signé, le 21 octobre 2026, un protocole d'accord destiné à renforcer leur coopération. La signature est intervenue en marge du Colloque international de la Cour constitutionnelle du Mali.

Un nouvel engagement rapproche les institutions constitutionnelles malienne et marocaine. Le président de la Cour constitutionnelle du Royaume du Maroc, Mohammed Amine Benabdallah, et son homologue malien, Amadou Ousmane Touré, ont procédé à la signature d'un protocole d'accord consacrant leur volonté de renforcer les relations entre les deux juridictions.

Cet acte donne une traduction institutionnelle au rapprochement entre les deux Cours. Il ouvre la perspective d'un dialogue plus soutenu autour de leurs missions respectives et des enjeux liés à l'exercice de la justice constitutionnelle.

La signature s'inscrit dans le cadre du colloque international organisé par la Cour constitutionnelle du Mali, consacré à la « Place et rôle du juge constitutionnel dans la Refondation de l'État ». Cette rencontre offre un espace de réflexion sur la responsabilité des juridictions constitutionnelles dans la consolidation des institutions et le respect des principes républicains.

Dans ce contexte, le partenariat entre Bamako et Rabat présente un intérêt particulier. La confrontation des expériences et des approches peut nourrir la réflexion des deux institutions sur les défis auxquels elles sont confrontées. La coopération entre juridictions constitue également un moyen de développer la connaissance mutuelle des pratiques constitutionnelles.

Les informations communiquées sur la signature ne précisent toutefois ni les modalités d'application du protocole ni le calendrier des activités envisagées. Sa portée concrète pourra donc être appréciée à travers les initiatives qui découleront de cet engagement.

Pour les deux Cours, cette signature marque ainsi une étape dans le renforcement de leurs relations. Elle inscrit leur coopération dans un cadre formalisé, dont la mise en œuvre constituera désormais le principal enjeu.

Moussa Diarra

Salon des médias : Cap sur le professionnalisme



La cinquième édition du Salon des médias au Mali a été officiellement lancée lors d'une cérémonie présidée par Alkeidy Touré, secrétaire général du ministère de la Communication. Formation, excellence journalistique et adaptation aux évolutions technologiques figurent parmi les ambitions de cette rencontre portée par l'Association SAM MALI.

Les professionnels des médias disposent d'un nouvel espace pour échanger sur leurs pratiques et les perspectives de leur secteur. La cérémonie de lancement de cette cinquième édition a réuni des représentants institutionnels et des acteurs de la communication autour d'une volonté commune : contribuer au développement de la presse malienne.

Aux côtés du secrétaire général du ministère de la Communication, Alfousseyni Sidibé, chargé de mission, représentait le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, parrain de cette édition.

Trois interventions ont ponctué la cérémonie : celles du président de la Maison de la presse, du président de la Commission d'organisation et du président du Comité de pilotage. Leurs allocutions ont mis en lumière l'importance du renforcement des capacités, de la promotion de l'excellence journalistique et des échanges entre professionnels.

Prenant la parole, Alkeidy Touré a souligné l'intérêt que les autorités accordent au Salon des médias. Il a également rappelé leur soutien et leur accompagnement à cette initiative consacrée au secteur.

Cette édition entend favoriser la formation, la réflexion et le partage d'expériences. Elle offre aussi un cadre de rencontres entre journalistes, institutions, partenaires et professionnels de la communication, pour encourager les échanges sur les enjeux du métier.

À travers ce rendez-vous, l'Association SAM MALI réaffirme son engagement pour des médias professionnels, responsables, innovants et capables de s'adapter aux mutations technologiques.

L'organisation a enfin remercié les autorités, les partenaires, les organisations professionnelles, les médias et toutes les personnes mobilisées pour la réussite de cette cinquième édition du Salon.

Fatou Sissoko

Niger–Algérie : Un accord pour la sécurité



Le Niger et l'Algérie ont signé à Alger un nouveau protocole d'accord destiné à renforcer leur coopération militaire et sécuritaire. Cet engagement ouvre une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays voisins, autour d'un domaine particulièrement sensible pour leur stabilité.

Le ministre nigérien de la Défense, le général Salifou Mody, et le chef d'état-major algérien, le général Saïd Chanegriha, ont procédé à la signature de ce protocole. La démarche traduit une volonté commune de consolider les liens entre les deux pays dans les secteurs de la défense et de la sécurité.

Par cet accord, Niamey et Alger entendent donner une nouvelle impulsion à leur coopération. Le rapprochement concerne deux États partageant une frontière, pour lesquels le dialogue militaire et sécuritaire représente un enjeu de voisinage.

Les informations communiquées ne détaillent toutefois pas les dispositions du texte. Elles ne précisent ni les activités envisagées, ni les mécanismes de coordination retenus, ni le calendrier de mise en œuvre. Il convient donc de distinguer l'objectif annoncé de renforcement de la coopération des mesures concrètes qui pourraient en découler.

La signature à Alger constitue néanmoins un signal politique : les deux parties choisissent de formaliser leur engagement dans un cadre bilatéral. Pour leurs institutions de défense, ce protocole peut offrir un point d'appui à la poursuite des échanges, selon les modalités convenues entre elles.

L'enjeu sera désormais de traduire cette volonté en actions suivies. La portée du partenariat dépendra notamment du contenu opérationnel de l'accord et de la continuité du dialogue entre les responsables concernés.

Avec ce nouveau protocole, le Niger et l'Algérie réaffirment ainsi leur intention de travailler ensemble sur les questions militaires et sécuritaires. Les prochaines étapes permettront d'apprécier les résultats de cet engagement et sa contribution au renforcement de leurs relations dans la durée.

Arouna Sidibé

Drogue : L'OCS mise sur la proximité



L'Office central des stupéfiants (OCS) a achevé une formation de deux semaines consacrée à la police de proximité et au renseignement de base. Axée sur la collaboration avec la population, cette session visait à renforcer les capacités de son personnel en matière de prévention et de lutte contre le trafic de drogue.

Faire de la population une partenaire de l'action des services spécialisés : cette approche était au cœur de la formation suivie par le personnel de l'OCS. Pendant deux semaines, les participants ont approfondi les méthodes destinées à favoriser la coopération avec les citoyens, notamment dans la collecte d'informations.

La police de proximité repose sur la qualité des relations entre les agents et les habitants. Dans la lutte contre la drogue, cette démarche doit permettre de mieux comprendre les réalités du terrain et d'encourager la transmission d'informations utiles aux services compétents.

Le renseignement de base constituait l'autre volet de cette session. Associé à une présence attentive auprès des populations, il représente un outil pour orienter les actions de prévention et soutenir le travail contre les réseaux de trafic.

L'accent mis sur la coopération rappelle ainsi la place des citoyens dans les efforts de lutte contre les stupéfiants. Leur participation suppose des échanges réguliers et une relation de confiance avec les personnels chargés de cette mission.

EUCAP Sahel Mali poursuit son engagement auprès de l'Office central des stupéfiants pour renforcer les capacités opérationnelles de ses agents. Cet accompagnement s'inscrit dans une démarche d'amélioration des pratiques professionnelles et de consolidation des compétences.

Au terme de cette formation, l'enjeu pour l'OCS sera de traduire les connaissances acquises dans le travail quotidien. Une collaboration soutenue avec la population peut contribuer à une prévention mieux adaptée et à une action plus efficace contre le trafic de drogue.

Mohamed N'Diaye

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

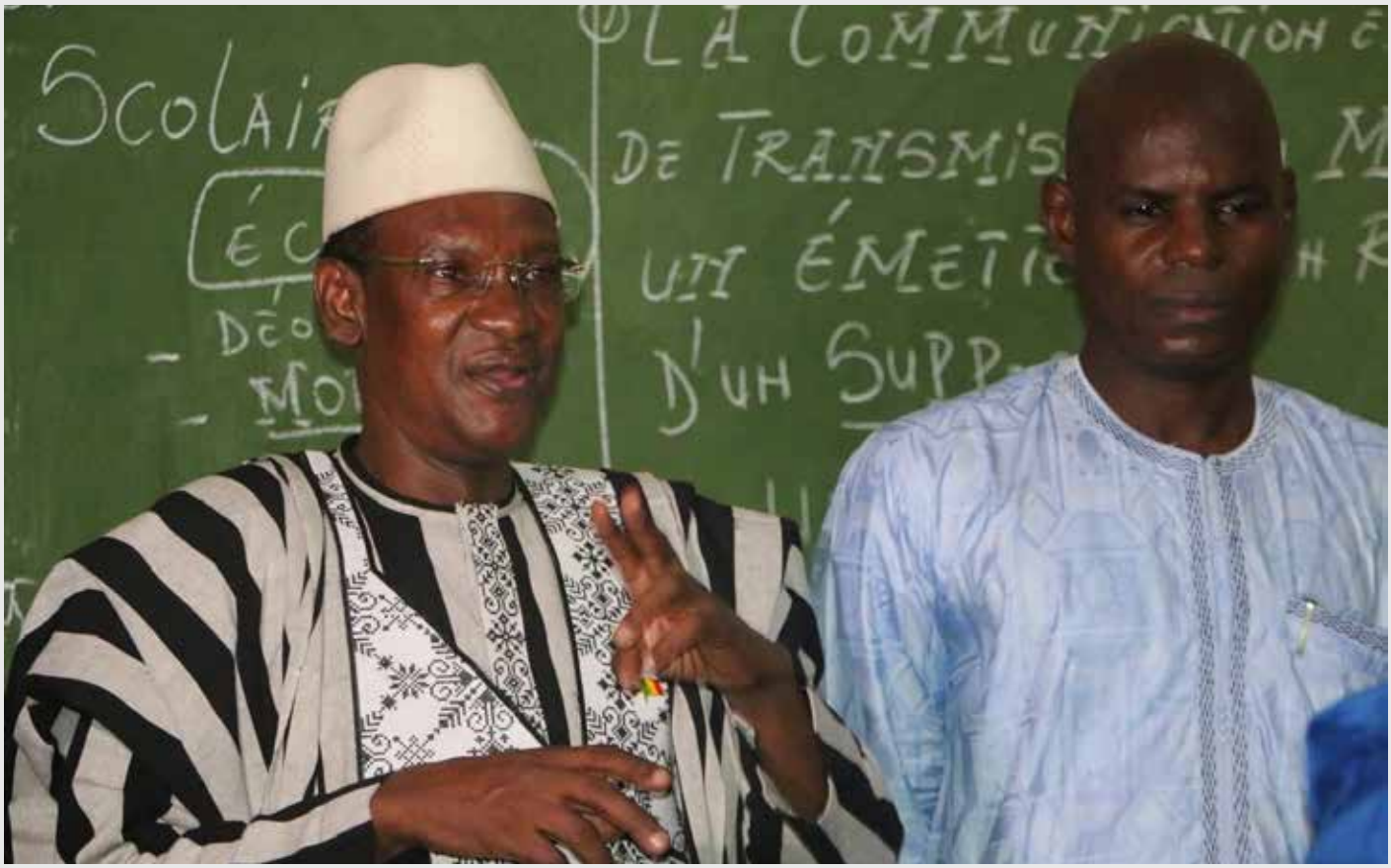
Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Éducation : Choguel veut briser la « boussole mentale »



Dans un texte daté du 21 octobre 2026, l'ancien Premier ministre malien, Choguel Kokalla Maïga, plaide pour une réorientation des programmes d'enseignement vers les réalités africaines. Revenant sur les réflexions engagées dans l'espace AES, il présente la connaissance de l'histoire et la production des savoirs comme des fondements de la souveraineté.

La souveraineté se construit aussi dans les salles de classe et les universités. C'est le message défendu par Choguel Kokalla Maïga, qui appelle à repenser la place de l'histoire africaine dans les parcours scolaires. Pour l'ancien chef du gouvernement, l'émancipation politique doit s'accompagner d'une réappropriation intellectuelle et culturelle.

Sa prise de position intervient après la deuxième conférence des responsables des institutions d'enseignement supérieur et de recherche des États de l'Alliance des États du Sahel, organisée les 13 et 14 octobre à Ouagadougou. Il salue également la participation du Togo à cette rencontre.

Choguel Kokalla Maïga retient particulièrement l'interpellation du Premier ministre burkinabè : « L'envahisseur est parti, mais dans bien des domaines, c'est malheureusement nous-mêmes qui prolongeons sa présence. » Il y voit un appel à examiner les héritages qui continuent d'orienter les institutions et les représentations collectives.

Cette réflexion rejoint une préoccupation qu'il avait exprimée le 11 juillet 2023, lors d'une rencontre entre le gouvernement de Transition et le Comité interministériel de suivi-évaluation des résolutions des Assises nationales de la refondation. Alors Premier ministre, il avait recommandé une révision des programmes scolaires, notamment pour renforcer l'enseignement de l'histoire des sociétés africaines au second cycle du secondaire.

Son argument reposait sur la progression des apprentissages. Selon lui, l'histoire africaine était principalement abordée au primaire, tandis qu'une place importante était ensuite accordée à celle de l'ancienne puissance colonisatrice, des pays européens et d'autres continents. Faute d'approfondissement, estimait-il, les connaissances acquises dans l'enfance risquaient de s'effacer.

L'ancien Premier ministre rattache cette situation aux orientations éducatives des premières années des indépendances. Dans son analyse, la réforme de 1962 s'inscrivait dans une dynamique internationale d'harmonisation des programmes, qui expliquerait certaines similitudes entre les systèmes scolaires africains. Cette lecture historique nourrit sa critique de références éducatives qu'il juge insuffisamment ancrées dans les réalités du continent.

Il accueille favorablement les changements qu'il évoque dans certains pays de l'AES depuis les rentrées 2025-2026 et 2026-2027. Il encourage aussi les démarches de coopération dans l'enseignement supérieur et la recherche, considérés comme des instruments de consolidation de la souveraineté.

L'enjeu, à ses yeux, consiste à permettre aux jeunes générations de connaître leur patrimoine, de produire leurs propres savoirs et de définir leurs références. Cette ambition appelle une réflexion sur les contenus enseignés, leur continuité et leur capacité à éclairer les défis contemporains.

En invoquant la nécessité de briser une « boussole mentale » héritée de la colonisation, Choguel Kokalla Maïga défend ainsi une conception de la souveraineté qui engage autant la culture et l'éducation que la politique, l'économie ou la sécurité. Son plaidoyer place donc la transmission de l'histoire au cœur d'un débat sur les finalités de l'école et sur la formation de citoyens capables de choisir leur avenir.

Fatou Sissoko



Presse : Mieux enquêter pour mieux informer



La Maison de la Presse du Mali, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a organisé, du 12 au 15 octobre 2026, une formation consacrée au journalisme d'investigation, au data-journalisme et à la vérification des faits. L'objectif : renforcer la rigueur de l'information et contribuer à la transparence dans la gestion des affaires publiques.

Quatre jours pour consolider les pratiques et mieux répondre aux exigences du métier. À travers cette session, la Maison de la Presse et le PNUD ont placé le renforcement des compétences journalistiques au cœur de leur engagement en faveur d'une information crédible, accessible et utile aux citoyens.

Dans un environnement marqué par la circulation de fausses informations, la capacité des rédactions à enquêter, à comprendre les données et à vérifier les affirmations représente un enjeu majeur. La formation entendait apporter aux participants des méthodes pour approfondir leurs sujets, étayer leurs analyses et fiabiliser leurs publications.

Animés par Alexis Kalambry et Maricé Diop, les travaux ont porté sur trois domaines complémentaires. Le premier, le journalisme d'investigation, invite à dépasser les déclarations pour rechercher des faits d'intérêt public. Il repose notamment sur le recoupement des sources, l'examen des éléments recueillis et la construction d'une démonstration rigoureuse.

Le deuxième volet concernait le data-journalisme. L'exploitation des données permet de mieux comprendre certaines réalités sociales et économiques, d'identifier des tendances et de donner du sens aux chiffres. Pour les journalistes, l'enjeu consiste à transformer ces informations en contenus compréhensibles, sans en dénaturer la portée.

La vérification des faits constituait le troisième axe. Cette pratique vise à examiner la fiabilité des affirmations avant leur diffusion ou lorsqu'elles alimentent déjà le débat public. Elle contribue à limiter la propagation des informations trompeuses et à renforcer la confiance des lecteurs.

Ces compétences partagent une même exigence : fournir au public des informations dont les fondements peuvent être examinés. Elles donnent également aux professionnels des moyens supplémentaires pour traiter les questions de gouvernance et permettre aux citoyens de mieux apprécier la conduite des affaires publiques.

La représentante du PNUD-Mali, Minata Koya Mariko, a salué l'engagement des participants. Elle a souligné l'importance de cette initiative pour consolider les mécanismes de transparence et de responsabilité dans la gestion publique.

De son côté, Mahamadou Talata, administrateur délégué de la Maison de la Presse, a exprimé sa reconnaissance au PNUD et au Royaume des Pays-Bas. Il a mis en avant leur accompagnement dans le développement des compétences des professionnels des médias.

Après la formation, le principal défi demeure l'application des acquis dans les rédactions. L'utilité de cette session se mesurera à la capacité des participants à intégrer ces méthodes dans leur travail quotidien et à produire des contenus davantage documentés.

Avec cette initiative, la Maison de la Presse et ses partenaires soutiennent un journalisme exigeant, capable d'éclairer les décisions, d'alimenter un débat public mieux informé et de renforcer le contrôle citoyen. Une ambition dont la concrétisation repose sur la continuité des efforts de formation et sur l'engagement professionnel des journalistes au service du droit à l'information.

Karamoko B Keita



Mahamadou MAÏGA

L'AFRIQUE LIBRE DE L'OCCIDENT ET DE L'ORIENT : DE LA CONFÉDÉRATION DES ETATS DU SAHEL À UNE FÉDÉRATION DES PEUPLES À L'HORIZON 2060



BANDAMA EDITIONS

Cet ouvrage montre d'abord comment la double dépendance et la domination multiséculaires de l'Afrique envers l'Occident et l'Orient sont les causes principales de son « non-développement » ou de son « sous-développement ». La solution du «développement» de l'Afrique repose donc sur sa libération envers ces deux continents à travers sa pensée propre et sa souveraineté, qui sont à inventer et à construire à l'horizon 2060.

L'ouvrage contribue à la lutte de sécurisation et de souveraineté de l'Afrique contre le terrorisme, le néocolonialisme occidental et l'impérialisme mondial, menée par l'Alliance des Etats du Sahel (AES) qui a été créée en septembre 2023 par la signature conjointe du Président Ibrahim Traoré du Burkina Faso, du Président Assimi Goïta du Mali et du Président Abdourahamane Tiani du Niger. En juillet 2024 ils ont également créé la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel, dont les forces armées nationales mènent une lutte acharnée contre les groupes rebelles et terroristes pour le retour de la sécurité et de la paix, et la poursuite des actions de développement dans leur vaste espace sous-régional de 2,782 millions de km^2.

L'ouvrage s'adresse aux Africains, « Démocrates», Panafricains et la Jeunesse Africaine qui conduira cette lutte avec succès à l'horizon 2060, vu son importance dans la population africaine (la moitié de celle-ci pour les moins de 20 ans). L'ouvrage suggère que l'AES soit rejointe progressivement par d'autres Etats pour constituer une fédération élargie souveraine à l'horizon 2060, sur la base d'une Constitution fédérale applicable à partir de 2031 selon un calendrier proposé. Ceci se ferait à travers l'adoption de politiques et de stratégies de développement humain répondant aux besoins spécifiques des peuples concernés.



Mahamadou Maïga, Malien, Docteur d'Etat ès sciences économiques de l'Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne (avril 1976), a travaillé depuis 1971 dans les domaines de la planification et des politiques du développement économique, social, agricole et rural durable, notamment avec l'OCDE (1971-72), l'IDEP (1972-76), l'OMVS (1976-77), l'IPD (1978-79), le CILSS (1979-82), la FAO (1982-2005), et des organisations de développement (UE, CBLT, BAD, PNUD, FIDA). Il est membre du FSM, du MSA et du COCIDIRAIL et se consacre à la réflexion et l'action sur la démocratisation, le développement humain durable décentralisé et l'intégration de l'Afrique.

Adresse email: *madouga2003@yahoo.fr*

Prix Afrique : 13.000 cfa
Prix Europe : 25 Euros
Couverture : ©Bandama

Mali : Yeah Samaké alerte sur l'effacement des contre-pouvoirs



Dans une tribune consacrée à la gouvernance au Mali, l'ambassadeur Yeah Samaké dénonce la concentration du pouvoir et le rétrécissement de l'espace politique. Il appelle à rétablir les libertés publiques, à fixer un calendrier électoral et à ouvrir un dialogue associant les différentes composantes de la nation.

Quand le pouvoir échappe au contrôle, les citoyens en supportent les conséquences. C'est l'idée centrale développée par Yeah Samaké dans une tribune au ton critique sur la trajectoire politique du Mali. Pour étayer sa réflexion, il convoque le livre VIII de La République, dans lequel Platon examine les mécanismes conduisant à la tyrannie.

Sans assimiler directement le contexte malien au modèle du philosophe grec, l'auteur relève des ressemblances préoccupantes : marginalisation des voix indépendantes, affaiblissement de la contradiction et installation durable des dirigeants. Selon lui, ces évolutions compromettent la capacité des institutions à corriger les erreurs de gouvernance.

La dissolution des partis politiques en 2025 occupe une place centrale dans son argumentation. Yeah Samaké y voit une rupture majeure avec le pluralisme. Il dénonce également des disparitions forcées présumées ainsi que des arrestations de journalistes et d'opposants, qui contribueraient à entretenir un climat de peur.

Il évoque notamment Moussa Mara, ancien Premier ministre condamné après avoir exprimé sa solidarité avec des personnes emprisonnées. À ses yeux, cette affaire illustre les restrictions imposées à l'expression politique et la difficulté croissante de contester pacifiquement les autorités.

L'auteur critique aussi la prolongation de la transition autour d'un mandat de cinq ans renouvelable pour le général Assimi Goïta, sans élection préalable. Une transition, rappelle-t-il, doit conserver un caractère provisoire et déboucher sur un pouvoir légitimé par les urnes.

Il revient également sur le parcours de Choguel Kokalla Maïga, limogé puis poursuivi après avoir critiqué la conduite de la transition. Il présente cette succession d'événements comme un signe supplémentaire de crispation politique, sans que cette lecture établisse à elle seule les motivations des poursuites judiciaires.

Sur le terrain sécuritaire, Yeah Samaké estime que la concentration

des pouvoirs n'a pas apporté les résultats attendus. Il invoque les attaques d'avril 2026 et la mort du ministre de la Défense Sadio Camara pour réclamer une évaluation des choix stratégiques et de leurs conséquences.

Son propos insiste surtout sur le coût humain des crises : difficultés économiques des familles, activités commerciales perturbées, scolarité interrompue et déplacements de populations. Pour lui, l'absence de contrôle institutionnel prive les citoyens de moyens efficaces pour obtenir des explications.

Tout en reconnaissant l'aspiration à la souveraineté, l'ambassadeur rappelle qu'elle appartient au peuple. Il considère que son exercice exige des libertés effectives, une participation politique ouverte et la possibilité de choisir les gouvernants.

Yeah Samaké propose ainsi un calendrier électoral public et daté, la libération des personnes détenues pour leurs opinions, le rétablissement des libertés d'association et de presse, ainsi qu'un dialogue incluant les partis, la société civile et la diaspora.

Sa conviction demeure que sécurité et démocratie doivent progresser ensemble. Il conclut son plaidoyer par une exigence adressée aux responsables publics : « Diriger, c'est servir. »

Mohamed N'Diaye



Mali–Qatar : Les investissements en ligne de mire



Le Premier ministre, le Général de division Abdoulaye Maïga, a reçu, lundi 19 octobre 2026, l'ambassadeur de l'État du Qatar au Mali, Ahmed Bin Turki Al-Subai. Le renforcement des relations bilatérales, le développement des échanges économiques et la coopération face au terrorisme ont constitué les principaux sujets de cette audience à la Primature.

Bamako souhaite donner une nouvelle impulsion à sa coopération avec Doha. Lors de leur entretien, le chef du gouvernement et le diplomate qatari ont souligné la nécessité de consolider les liens entre leurs deux pays, en accordant une attention particulière aux échanges économiques et commerciaux.

Le développement des investissements a occupé une place importante dans les discussions. Abdoulaye Maïga a invité les investisseurs qataris à venir investir au Mali. Cette invitation traduit la volonté des autorités maliennes de faire de la relation diplomatique un levier de rapprochement économique et de mobilisation de nouveaux partenaires.

L'audience a ainsi permis de mettre en avant une ambition commune : renforcer la coopération par des échanges plus soutenus et par l'exploration de possibilités d'investissement. Les informations communiquées ne précisent toutefois ni les secteurs envisagés ni les projets susceptibles de faire l'objet de discussions ultérieures.



À ce stade, aucun montant d'investissement, calendrier de réalisation ou accord commercial n'a été annoncé. L'entretien ouvre donc une perspective dont la concrétisation dépendra des démarches engagées entre les interlocuteurs concernés. Le passage du dialogue diplomatique aux initiatives économiques constituera une étape importante dans la poursuite de ce rapprochement.

La situation sécuritaire au Mali a également été abordée. L'ambassadeur Ahmed Bin Turki Al-Subai a vivement condamné les attaques terroristes perpétrées dans le pays ainsi que ceux qui les soutiennent. Cette prise de position a accompagné les échanges sur les défis auxquels les autorités maliennes sont confrontées.

Pour sa part, le Premier ministre a rappelé que le terrorisme représente une menace pour la stabilité. Il a insisté sur la nécessité, pour les pays, d'unir leurs efforts afin d'y faire face. Son intervention souligne la dimension collective d'un combat qui appelle une coopération entre États.

Les discussions ont ainsi associé deux préoccupations majeures : le développement des relations économiques et la recherche de réponses aux menaces sécuritaires. Pour les deux interlocuteurs, le renforcement du partenariat constitue un cadre permettant de poursuivre le dialogue sur ces enjeux.

Au cours de l'audience, Abdoulaye Maïga a également rappelé les trois principes qui guident l'action publique au Mali. Le compte rendu transmis ne détaille pas leur formulation, mais leur évocation inscrit l'ouverture aux partenaires dans le cadre des orientations défendues par les autorités maliennes.

Cette rencontre à la Primature témoigne de la volonté de maintenir un dialogue politique entre Bamako et Doha. Elle met surtout en évidence l'intérêt porté à une coopération davantage tournée vers les investissements et les échanges commerciaux.

L'enjeu sera désormais de prolonger cette audience par des contacts capables de préciser les possibilités de partenariat. Pour le Mali, l'invitation adressée aux investisseurs qataris constitue un appel à transformer les intentions exprimées en perspectives économiques concrètes et durables pour les deux pays.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Culture : Les animateurs socioculturels mobilisés



Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, a reçu, mardi 20 octobre 2026, une délégation de l'Amicale des animateurs socioculturels du Mali. Cette rencontre a permis d'évoquer les missions de l'organisation et ses perspectives de collaboration avec le département.

Conduite par son secrétaire général, Oumar H. Touré, la délégation était venue présenter l'Amicale au ministre et recueillir ses orientations. Lancée au Carrefour des jeunes de Bamako, cette structure entend mettre l'animation socioculturelle au service de l'encadrement de la jeunesse et de la promotion des valeurs citoyennes.

Ses domaines d'intervention comprennent notamment l'éducation citoyenne, la lutte contre l'incivisme et la dynamisation des arts et de la culture. À travers ces missions, l'Amicale souhaite contribuer à une meilleure participation des jeunes à la vie collective et à la valorisation du patrimoine culturel.

Lors des échanges, ses représentants ont exprimé leur volonté d'établir un partenariat avec le ministère. Ils ont également réaffirmé leur disponibilité à accompagner ses initiatives, particulièrement l'organisation de la Biennale artistique et culturelle.

La délégation a, par ailleurs, sollicité le parrainage de Mamou Daffé pour le lancement de l'ouvrage de l'Amicale. Le ministre a accepté cette demande, apportant ainsi son soutien à cette initiative éditoriale.

Saluant la création de l'organisation, Mamou Daffé a félicité ses membres pour leur engagement autour des valeurs de partage et de solidarité. Il les a assurés de la disponibilité de son département à travailler avec eux pour le développement des arts et de la culture au Mali.

Cette audience ouvre des perspectives de collaboration entre le ministère et l'Amicale. Leur volonté de travailler ensemble pourrait permettre de renforcer la contribution des animateurs socioculturels aux initiatives culturelles et à l'accompagnement de la jeunesse, conformément aux objectifs présentés lors de cette rencontre.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Défense : Abuja et Londres resserrent les rangs



Le Nigeria et le Royaume-Uni explorent de nouvelles pistes pour renforcer leur coopération militaire. La formation, le transfert de technologies et le développement des capacités opérationnelles figurent parmi les domaines évoqués, dans un contexte où les deux partenaires souhaitent adapter leur collaboration aux évolutions sécuritaires.

Abuja et Londres affichent leur volonté de donner une nouvelle impulsion à leurs relations dans le domaine de la défense. Leurs échanges portent sur les moyens de faire évoluer les cadres de coopération afin de mieux répondre aux menaces contemporaines.

La formation constitue l'un des principaux axes envisagés. Elle représente un levier pour consolider les compétences des personnels militaires et accompagner l'évolution des pratiques professionnelles. Le renforcement des capacités opérationnelles s'inscrit dans cette même perspective, avec l'ambition de mieux préparer les forces aux exigences de leurs missions.

Le transfert de technologies figure également parmi les sujets abordés. Sa présence dans les discussions souligne l'intérêt porté aux compétences techniques et aux moyens susceptibles de soutenir l'action des forces. Les informations disponibles ne précisent toutefois ni les technologies concernées ni les modalités d'une éventuelle collaboration dans ce domaine.

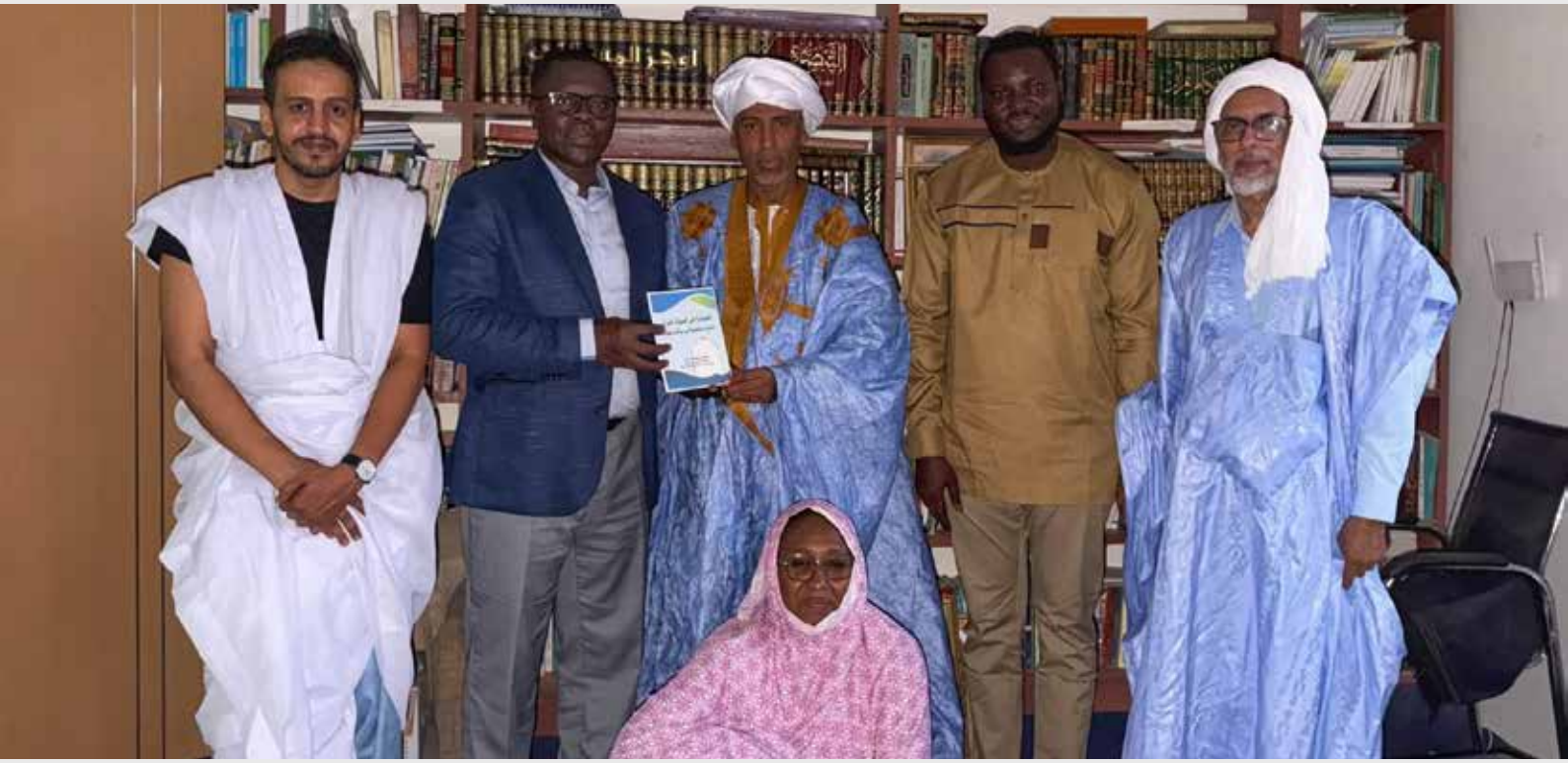
Les deux parties insistent par ailleurs sur la nécessité d'adapter leurs mécanismes de partenariat aux transformations de l'environnement sécuritaire régional et international. Cette orientation traduit une volonté de maintenir un dialogue capable d'intégrer l'évolution des besoins et des menaces.

À ce stade, les éléments communiqués font état de pistes de travail et d'une intention commune d'approfondir la coopération. Ils ne mentionnent pas la signature d'un nouvel accord, un calendrier d'exécution ou des engagements financiers.

L'enjeu sera donc de traduire ces échanges en initiatives concrètes. Pour Abuja et Londres, la poursuite des discussions doit permettre de préciser les priorités et de définir les formes d'un partenariat militaire adapté aux défis identifiés par les deux pays.

Arouna Sidibé

Nouakchott : Les oulémas au service de la paix



Une délégation du Gorée Institute, conduite par Doudou Dia, a rencontré à Nouakchott des responsables religieux pour échanger sur leur contribution à la paix et à la cohésion sociale. Cette visite s'inscrit dans le programme RISE et dans un travail de collecte de données qualitatives sur la prévention des conflits en Mauritanie.

Reçue par Dr Cheikh Zein El Imam, en présence du jurisconsulte Cheikh Sidi Mohamed Cheikh Hamady, imam de la zaouia Kounta, la délégation a placé le rôle des oulémas au centre des discussions. Les échanges ont porté sur leur contribution à la stabilité des sociétés et au rapprochement des communautés.

Les hôtes ont présenté le Forum de la pensée islamique et du dialogue des cultures, ainsi que le Forum des oulémas de Mauritanie et d'Afrique. Ce dernier rassemble une centaine d'oulémas originaires de Guinée, du Mali, de Mauritanie et du Sénégal.

Ces cadres de rencontre ont nourri une réflexion sur la cohésion sociale, le dialogue interreligieux et la prévention de l'extrémisme. La place de la femme dans la société a également figuré parmi les sujets abordés, donnant aux échanges une portée à la fois religieuse et sociale.

Un message a traversé la discussion : l'islam est une religion d'ouverture, dont les fondements accordent une place essentielle à la cohésion sociale. Cette conviction a accompagné les réflexions sur les responsabilités des leaders religieux dans la préservation du vivre-ensemble.

Pour le Gorée Institute, cette rencontre contribue au recueil de témoignages et d'analyses nécessaires à son travail sur la paix en Mauritanie. Elle permet également de mieux comprendre les approches portées par les acteurs religieux en matière de prévention des conflits.

La délégation a salué l'accueil de ses interlocuteurs et la richesse du dialogue. Cette visite souligne l'intérêt d'associer les oulémas aux réflexions sur la stabilité et la cohésion sociale.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

UFOA-A U20 : La santé, une priorité



Dans un message publié sur sa page Facebook, Dr Lala Mint Mohamed souligne l'importance de protéger la santé des joueurs et de l'ensemble des acteurs du tournoi qualificatif de la zone UFOA-A pour la CAN U20, organisé à Bamako. Un engagement qu'elle associe à la réussite sportive et organisationnelle de la compétition.

Alors que les sélections engagées défendent leurs chances sur le terrain, la protection des participants constitue également un enjeu majeur du rendez-vous ouest-africain. Dr Lala Mint Mohamed l'a rappelé dans une publication mettant en avant la dimension sanitaire du tournoi.

« Notre objectif demeure de protéger la santé des joueurs et de l'ensemble des acteurs », a-t-elle indiqué, tout en réaffirmant la volonté de contribuer au succès de cette compétition accueillie par la capitale malienne.

Cette déclaration rappelle que la qualité d'un événement sportif dépend aussi de l'attention accordée aux personnes qui y prennent part. Pour les jeunes footballeurs, l'ambition de qualification et la recherche de performance doivent s'accompagner de conditions permettant de préserver leur santé.

En évoquant l'ensemble des acteurs, Dr Lala Mint Mohamed inscrit cette préoccupation dans une perspective collective. Le tournoi mobilise différentes catégories d'intervenants dont la contribution participe au déroulement des rencontres et à la qualité de l'organisation.

Son message ne précise toutefois pas les moyens sanitaires déployés ni les modalités de prise en charge prévues. Il exprime essentiellement un objectif : placer la protection des participants parmi les priorités de la compétition.

À travers cette prise de parole, Dr Lala Mint Mohamed met en lumière une responsabilité qui accompagne les exigences sportives. La réussite du tournoi de Bamako se construit sur le terrain, mais également dans les conditions offertes à ceux qui le font vivre.

La santé apparaît ainsi comme une composante essentielle de l'organisation, au même titre que le bon déroulement des rencontres.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com